

Les crédits

L'autre jour, j'ai parlé ici de l'intention du gouvernement de mettre fin au programme de remise en état des embranchements des lignes de chemin de fer. Il y a aussi d'autres programmes du gouvernement qui, à toutes fins utiles, bloquent les perspectives d'avenir des habitants de ma région. L'annulation du Programme de remise en état des embranchements pourrait nuire à l'avenir de la collectivité de Big River. S'il n'y a pas de possibilités d'expansion dans cette collectivité, il n'y aura pas non plus d'emplois, donc aucun besoin de recycler les gens. Ceux-ci devront se réinstaller dans une plus grande ville pour offrir un avenir à leurs enfants. C'est ainsi que nous créons un autre groupe de chômeurs dans les grands centres urbains. Le maintien du Programme de remise en état des embranchements permettrait aux membres de cette collectivité rurale d'assurer leur avenir sans avoir à déménager dans une grande ville où ils entreraient en concurrence avec les chômeurs locaux pour les emplois dont le gouvernement envisage de tenir compte dans son programme de recyclage.

La collectivité de Big River ne demande pas au gouvernement de l'aider à recycler ses travailleurs dans le secteur de l'agriculture et dans l'industrie du sciage. Cette localité cherche simplement à maintenir son économie et le mode de vie dont jouissent ses habitants depuis très longtemps. Il y a 700 foyers dans la collectivité de Big River. Ces habitants se demandent ce que leur réservera l'avenir si la ligne ferroviaire disparaît. S'ils ne peuvent pas expédier leurs céréales ou transporter leur bois d'oeuvre à partir de la scierie qui constitue le deuxième élément de l'économie de cette localité, quelles perspectives s'offrent à eux? Nous n'allons pas recycler des gens pour qu'ils fassent de l'exploration pétrolière, de la soudure ou tout autre travail proposé dans ce projet destiné à venir en aide à la population de cette localité.

Les programmes gouvernementaux dont nous avons besoin sont des programmes de développement régional, des programmes de développement communautaire, le financement des programmes d'éducation communautaire, afin que les habitants des régions rurales ou éloignées puissent demeurer actifs. J'appuie certes les initiatives que tous les gouvernements de toutes les obédiences politiques dans la province de Saskatchewan et au niveau fédéral ont prises dans le passé pour implanter des collèges communautaires et régionaux dans les régions rurales. Ces collèges régionaux administrent certains des programmes offerts dans le cadre du Régime d'assurance-chômage et du Programme de la planification de l'emploi. Il faut donner de l'expansion à ces

activités et faire fond sur elles. J'entrevois un avenir prometteur si le gouvernement s'engage à le faire.

M. Kempling: En écoutant parler le député, je me demandais quand il allait en arriver à ce qu'il voulait dire. Il semblait relater les démêlés de certaines personnes avec le gouvernement de la Saskatchewan et un programme que ce dernier appliquait, et il tentait d'une certaine façon d'en rejeter la faute sur notre gouvernement. C'est regrettable. Ce qui s'est passé là-bas regardait le gouvernement en exercice là-bas. Cela n'avait rien à voir avec notre gouvernement.

Je proposerais au député que les habitants de la localité de Big River communiquent avec la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{me} McDougall) et lui demande si un programme Développement des collectivités pourrait être conçu pour leur situation particulière. Nous avons signé des centaines de tels programmes pour des situations exactement semblables à celle que décrit le député. La ministre serait heureuse, j'en suis sûr, de demander à ses fonctionnaires d'étudier la question.

En ce qui concerne l'autre formation, il y a ceux dans le monde qui pense, je le sais, que toute la formation devrait se faire dans les collèges ou les écoles. Nous avons toujours cette difficulté. Il y a des gens dans l'industrie qui nous disent qu'ils ne veulent pas les outilleurs-ajusteurs qui sortent de certains collèges communautaires parce qu'ils n'ont pas les qualités nécessaires ou parce que l'industrie ne veut pas d'un certain type de travailleur. Notre travail est d'améliorer cette situation chaque fois que nous le pouvons.

Le gouvernement négocie, parle et discute avec les représentants de l'industrie et avec les provinces pour savoir de quelle main-d'oeuvre spécialisée ils auront besoin dans l'avenir. C'est ce que nous entreprendrons cet automne avec six industries qui discuteront avec le gouvernement, les syndicats et le patronat des compétences qui seront nécessaires pendant la période qui vient. Notre travail consistera ensuite à former la main-d'oeuvre conformément aux recommandations que contiendront les rapports qui nous seront présentés, et c'est ce que nous ferons.

Je ne vois pas l'avenir d'un oeil aussi pessimiste que le député. Je suis ici depuis 17 ans et j'ai hâte que vienne le jour où j'entendrai un député néo-démocrate qui ne soit pas un prophète de malheur.

M. Taylor: Je remercie le député de Burlington de sa question. J'ai un certain respect pour le député. Il n'y a pas longtemps, j'ai assisté à une réunion d'un groupe interparlementaire canado-américain où le député a parlé avec éloquence de l'industrie de l'acier. J'ai très peu de